

Moldavie : des élections contre l'oligarchie

Timothée Beurdeley

Numéro 786, septembre–octobre 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83174ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beurdeley, T. (2016). Moldavie : des élections contre l'oligarchie. *Relations*, (786), 9–10.

MOLDAVIE : DES ÉLECTIONS CONTRE L'OLIGARCHIE

Fragilisée par une corruption systémique et une grande pauvreté, l'ancienne république soviétique d'Europe de l'Est traverse une importante crise politique.

Timothée Beurdeley

L'auteur est stagiaire en journalisme à *Relations*

Après dix ans de gouvernance communiste, la Moldavie s'est tournée vers l'Europe en 2009 avec l'élection d'une coalition de partis pro-européens. Un virage en forme de sortie de route, puisque le pays s'enfonce depuis dans une interminable crise politique qui a vu se succéder cinq premiers ministres en moins de sept ans. L'opposition accuse l'oligarchie d'orchestrer ce jeu de chaises musicales et de profiter de la faiblesse des institutions et des partis politiques pour étendre son emprise sur le pays.

Vingt-cinq ans après son accession à l'indépendance de l'URSS, deux fléaux alimentent l'exaspération de sa population : la pauvreté et la corruption. La Moldavie est en effet souvent qualifiée de « pays le plus pauvre d'Europe » : plus de 20% de la population vit sous le seuil de pauvreté et le pays connaît une émigration massive. Selon les derniers chiffres officiels, plus de 500 000 Moldaves – près du quart de la population – vivent à l'étranger. La Moldavie est le pays qui connaît le déclin démographique le plus rapide du monde¹.

À court de liquidités, le pays a par ailleurs perdu la confiance de l'Union européenne et du Fonds monétaire international, dont les prêts sont conditionnels à des réformes structurelles dans les systèmes bancaire et judiciaire, notamment. De fait, la corruption systémique gangrène le pays. La population a pris la mesure de l'ampleur de cette corruption au printemps 2015, lors de l'annonce de la disparition d'un milliard de dollars US (15% du PIB) des caisses de trois grandes banques du pays. Un vol non élucidé qui impliquerait une partie de la classe politico-financière, dont l'ancien premier ministre Vlad Filat, au pouvoir de 2009 à 2013. Accusé d'avoir touché un important pot de vin, il est incarcéré depuis octobre

GASPÉSIE

La Marche des peuples

Après une première édition en 2014 – visant notamment à lutter contre le projet de pipeline Énergie Est –, la deuxième édition de la Marche des peuples pour la Terre-Mère a pris fin le 10 juillet dernier à Rimouski. Partis d'Amqui, les marcheurs ont traversé la vallée de la Mata-pédia puis longé la côte gaspésienne pendant 42 jours afin de manifester leur opposition aux projets pétroliers et gaziers qui se multiplient en Gaspésie. Cette mobilisation, à l'initiative de groupes de bénévoles venus de tout le Québec, est l'occasion de rencontres et d'échanges avec la population et permet de valoriser les solutions pour construire un avenir économique, social et culturel différent pour la région. Cette marche à travers un territoire Mi'gmaq non cédé est aussi une façon d'être solidaire de la lutte de cette Première Nation contre le terminal pétrolier de Belledune, au Nouveau-Brunswick. Voir : <projetgaspesie.wix.com/marchedespeuples>.

2015 dans l'attente de son procès. Ce scandale a achevé de miner la confiance de la population vis-à-vis de la classe dirigeante, une confiance déjà sérieusement érodée par des années de magouillages politiques.

Dans ce contexte délétère, un homme cristallise particulièrement la colère popu-

SOIRÉES Relations

LA SANTÉ AU QUÉBEC

REPENSER EN PROFONDEUR UN SYSTÈME ET UNE CULTURE

On assiste actuellement au Québec à une véritable fusion entre le pouvoir médical, économique et politique qui donne un poids démesuré aux corporations de médecins et à l'industrie pharmaceutique. Comment changer la culture de performance technicienne incrustée dans notre système de santé et que cette fusion favorise ? Comment la remplacer par une culture plus humaine de la santé comme art de vivre, de guérir et de mourir ?

Contribution suggérée : 5\$ RENSEIGNEMENTS : Agustí Nicolau : 514-387-2541, poste 241 ou anicolau@cjf.qc.ca | www.cjf.qc.ca/ap
Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi.



À MONTRÉAL

Le lundi 24 octobre 2016, de 19 h à 21 h 30
Maison Bellarmin
25, rue Jarry Ouest (métro Jarry ou De Castelnau)

AVEC :

- Jacques Dufresne, philosophe, éditeur des sites *Web Encyclopédie de l'Agora* et *Homo Vivens* ;
- Isabelle Leblanc, médecin, présidente de Médecins québécois pour le régime public ;
- Jean-Claude St-Onge, philosophe, auteur du livre *L'envers de la pilule. Les dessous de l'industrie pharmaceutique* (Écosociété, 2008).

laire : Vladimir Plahotniuc, richissime homme d'affaires parmi les plus puissants du pays. Son hégémonie s'étend aux différentes instances de pouvoir, du Parlement à la Cour constitutionnelle en passant par l'agence nationale anti-corruption, la justice et les médias. Le fait que les autorités américaines l'aient reçu à Washington, début juin, en dit long sur l'influence de ce faiseur de rois.

C'est aussi M. Plahotniuc qui se cache derrière le gouvernement de Pavel Filip, un de ses proches, dont la légitimité ne tient qu'à un jeu d'alliances artificielles entre des parlementaires à l'intégrité rongée par le clientélisme. La nomination de ce gouvernement en janvier, accusé de ne rien faire pour lutter contre la corruption et sortir le pays de la crise économique, a relancé le mouvement de protestation qui avait éclaté après l'affaire du milliard volé. Après des mois de manifestations, la population moldave a réussi à obtenir l'élection du président au suffrage universel direct, lui qui était élu par le Parlement depuis 2001. Dans la perspective de l'élection présidentielle, qui se tiendra le 30 octobre prochain, deux camps idéologiquement opposés tentent de fédérer la colère de la population : les partis de centre-droit Dignité et Vérité ainsi qu'Action et solidarité, tournés vers Bruxelles, et le Parti socialiste, tourné vers Moscou.

Mais l'exaspération est telle qu'elle a relégué au second plan la traditionnelle opposition entre pro-russes et pro-européens. L'enjeu prioritaire pour ces partis est désormais la constitution d'un front anti-oligarchique commun capable de faire reculer le régime Plahotniuc. Le 30 octobre, ce front mènera un premier combat pour tenter de s'emparer de la présidence du pays, étape essentielle pour commencer à desserrer l'étau dans lequel l'oligarchie maintient la Moldavie. L'opposition espère ensuite provoquer des législatives anticipées pour écarter au plus vite du Parlement les élus fidèles au tandem Plahotniuc/Filip. ©

1. Selon les statistiques sur la population mondiale publiées par la BBC [en ligne], le 27 octobre 2011.

SECOUSSE SISMIQUE AU BRÉSIL

Le coup d'État constitutionnel orchestré par la droite marque une offensive contre les avancées sociales qu'a connues le pays.

Anne Latendresse

L'auteure est professeure au Département de géographie de l'UQAM et a été directrice du Centre d'études et de recherche sur le Brésil (CERB) de 2010 à 2015.

Le printemps dernier, à peine quelques mois avant la tenue des Jeux olympiques de Rio, le Brésil tout entier était secoué par une nouvelle qui a eu l'effet d'une puissante secousse sismique. La décision de la Chambre des députés de retirer temporairement à Dilma Rousseff ses fonctions de présidente du pays a révélé la magnitude de la crise politique et économique que traverse ce pays. Depuis, pas une journée ne passe sans que les rues de différentes villes brésiliennes ne soient paralysées par des manifestations contre le *golpe* (« coup d'État »), ou en sa faveur.

Pour mieux comprendre la crise actuelle, il importe de mettre en lumière un certain nombre d'éléments. D'une part, en 2015, une enquête du procureur général de la République révélait au grand jour l'existence de pratiques frauduleuses impliquant de hauts dirigeants de l'entreprise pétrolière publique Petrobras, le Parti des travailleurs (PT) et certains de ses élus – dont l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, au pouvoir de 2002 à 2010 – et des élus d'autres partis au sein du gouvernement. Même si le nom de Dilma Rousseff n'apparaissait pas dans ce rapport, ses adversaires lui attribuent la responsabilité de ce scandale dont l'ampleur dépasserait tout ce qui s'est vu au Brésil jusqu'à maintenant.

Ces révélations allaient permettre aux adversaires politiques du PT de tenter le grand coup, soit amorcer les procédures nécessaires à la destitution de la présidente. Ultimement, l'inculpation de Lula permettrait d'empêcher ce leader charismatique de se présenter à nouveau aux



« Temer dégage », dit cette bannière lors d'une manifestation d'appui à la présidente Dilma Rousseff à Rio de Janeiro, le 10 juin 2016. Photo : PC/Newzulu

élections présidentielles de 2017. En d'autres mots, ce coup d'État, qui se fait par l'usage de procédures politico-juridiques, ne vise pas tant à assainir la gestion publique brésilienne qu'à réduire à néant toute chance pour le PT de se maintenir au pouvoir. Mieux encore, le contexte de crise économique qui prévaut, en raison notamment de la faiblesse des prix du pétrole et des minerais, constitue une occasion en or pour le gouvernement intérimaire (composé des principaux partis centristes et de droite), dirigé par Michel Temer, de démanteler rapidement les programmes sociaux mis en place par les gouvernements successifs du PT. Sous prétexte d'austérité, celui-ci s'attaque aux secteurs de la santé et de l'éducation, entre autres.

Au Brésil, la divulgation de cas de corruption ne constitue malheureusement rien de nouveau. À la sortie de la dictature militaire, de telles pratiques avaient d'ailleurs mené à la destitution du président Fernando Collor de Mello en 1992. Mais cette fois-ci, la situation est fort différente